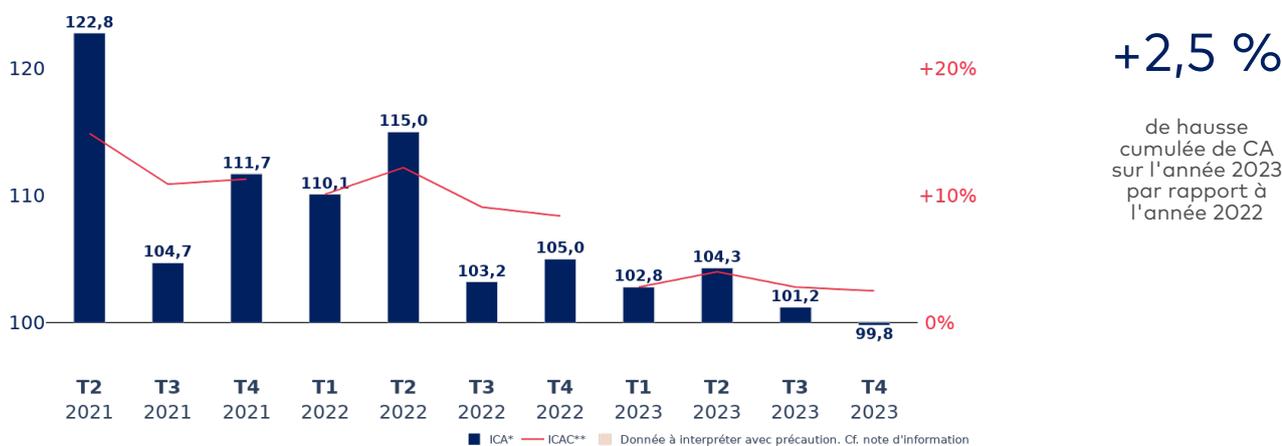


Occitanie

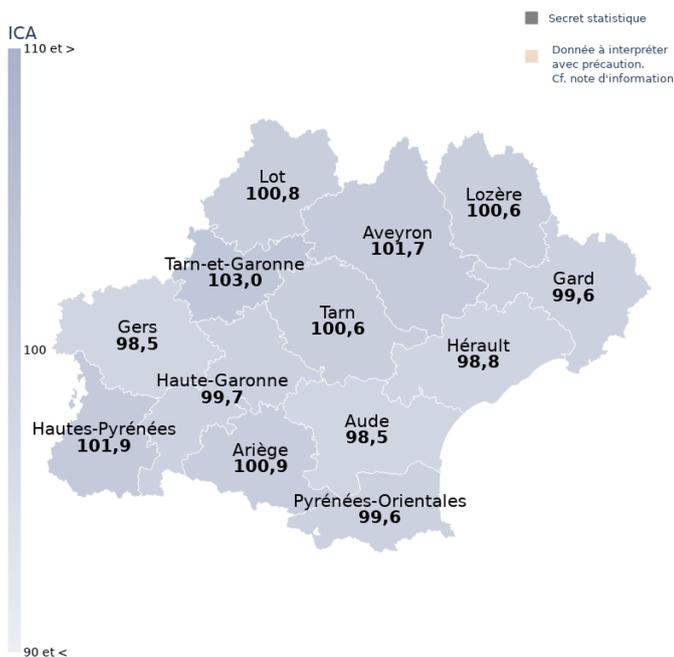
L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

Au 4e trimestre 2023, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 66 000 TPE-PME d'Occitanie de notre échantillon est de 99,8, soit une baisse de 0,2% en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 4e trimestre 2022, après 11 trimestres de progression. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une hausse de CA de 2,5% depuis le début de l'année. Cette performance place la région au 9e rang du classement national avec un résultat inférieur de 0,2 point au niveau de la moyenne française.

Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% entre décembre 2022 et décembre 2023. En moyenne annuelle, l'Insee indique un taux d'inflation de 4,9% en 2023 après +5,2% en 2022. Les prix de l'énergie ont augmenté moins rapidement qu'en 2022 tandis que la hausse s'est accélérée dans l'alimentation et plus modérément pour les produits manufacturés. Elle est restée stable dans les services.



La Carte de la région



L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Au 4e trimestre 2023, l'activité économique des TPE-PME d'Occitanie a ralenti par rapport au précédent trimestre. Six départements ont même affiché un recul de CA par rapport au 4e trimestre 2022.
- Les entreprises du Tarn-et-Garonne (+3% en valeur), des Hautes-Pyrénées (+1,9%) et de l'Aveyron (+1,7%) affichent les plus fortes augmentations, suivies de celles de l'Ariège (+0,9%), du Lot (+0,8%), de la Lozère (+0,6%) et du Tarn (+0,6%). Les structures de Haute-Garonne (-0,3%), des Pyrénées-Orientales (-0,4%), du Gard (-0,4%), de l'Hérault (-1,2%), du Gers (-1,5%) et de l'Aude (-1,5%) enregistrent, quant à elles, des résultats en deçà de la moyenne régionale (-0,2%).

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 677 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une nouvelle hausse de CA de 2,3% (en valeur) au 4e trimestre 2023 comparativement au 4e trimestre 2022. En moyenne sur l'année 2023, la croissance atteint +5,3% en valeur. Selon l'Insee, le prix des matières premières a augmenté nettement par rapport à 2022, +16,6% pour la farine, +17,3% pour le beurre, et avec un prix de l'énergie toujours élevé. On note ainsi un ralentissement de la croissance en octobre et novembre lié à la hausse des prix qui a conduit les clients à opérer des arbitrages, en achetant moins de produits en boulangerie-pâtisserie ou en privilégiant les moins chers. Les TPE-PME font face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés grâce à la vente en grande quantité.



+5,3 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Construction

Les 10 477 TPE-PME de la construction de l'échantillon voient leur CA diminuer de 2,9% en valeur au 4e trimestre 2023. La hausse des prix ne compense donc plus la baisse d'activité. Sur l'ensemble de l'année, l'activité affiche une hausse de 1,4% liée à l'effet prix. Le dernier indice du coût de la construction publié par l'Insee avait augmenté de 3,4% au 3e trimestre 2023 sur un an. Le prix des travaux d'entretien-amélioration a crû de 4,5%. La FFB dans son bilan 2023 révèle que l'activité du logement neuf (-7,8% sur un an) est proche de son plus bas niveau historique. La production en non résidentiel neuf résiste (+0,4%) tandis que l'entretien-amélioration ressort en hausse de 2,6% (et même +3% pour le segment de la rénovation énergétique). La CAPEB (artisanat du BTP) indique une activité en légère baisse (-0,6%), plombée par le résidentiel neuf mais soutenue par les travaux d'amélioration-entretien. Selon le dernier baromètre Altarès, la construction concentre désormais 24% des faillites. Les entreprises de maçonnerie et d'installation électrique sont les plus concernées.



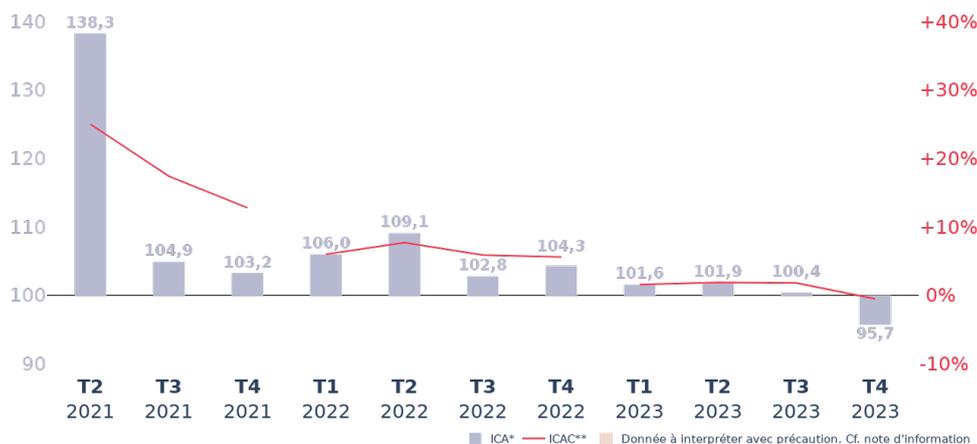
+1,4 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (4399C)

Les 2 096 entreprises de maçonnerie de l'échantillon enregistrent une baisse de CA de 4,3% (en valeur) au 4e trimestre 2023. En cumulé sur l'année, elles affichent une légère baisse (-0,5%). La montée des prix porte cette croissance en valeur au 4e trimestre mais l'activité continue de se réduire. Elles sont les premières touchées par l'écroulement du segment du résidentiel neuf selon la CAPEB - note de conjoncture du 4e trimestre 2023. Selon la dernière conjoncture Altarès du 4e trimestre 2023, les entreprises de la maçonnerie sont les plus concernées par les défaillances.



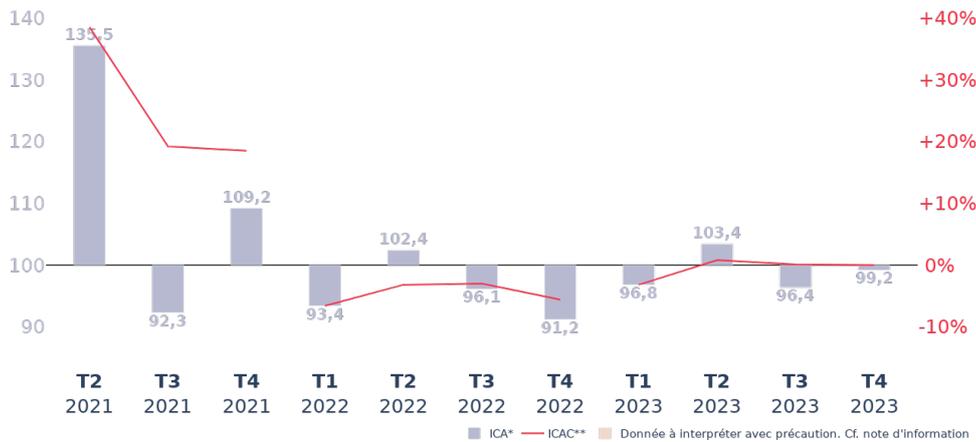
-0,5 %

de baisse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers (4511Z)

Les 466 commerces de voitures et véhicules légers de notre échantillon affichent un second trimestre consécutif de baisse de CA (-0,8% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente). Depuis le début d'année, l'activité des TPE-PME du secteur stagne (+0%). Le dernier rapport de la Plateforme automobile (PFA) paru le 1er janvier 2024 indique que les livraisons de voitures neuves en France ont augmenté de 16% en 2023, progression portée les modèles électriques (+47%) et hybrides (+30%).



+0,0 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Les 1 489 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent un neuvième trimestre consécutif de hausse d'activité (+4,7% en valeur par rapport au 4e trimestre 2022). Depuis le début d'année, la hausse atteint +6,2%. Selon le baromètre Mobilians-Solware repris par le site de l'Argus, le CA reste porté par la hausse du coût des pièces mais aussi par celle du coût de la main d'œuvre qui progresse encore plus vite. Selon l'Insee les pièces automobiles et pneumatiques ont affiché des hausses d'environ 6% entre 2022 et 2023.



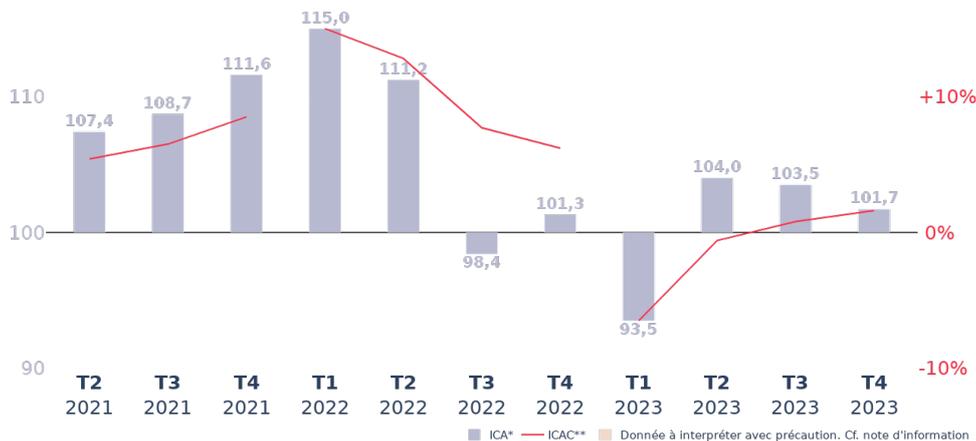
+6,2 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 829 pharmacies de l'échantillon affichent une hausse de CA de 1,7% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. En cumul depuis le début d'année, l'activité des pharmacies progresse de 1,6%. Selon l'ANSM, l'année 2023 a été tendue pour les officines avec des difficultés d'approvisionnement qui se sont aggravées. Près de 5 000 signalements de rupture ou risque de rupture de stocks ont été enregistrés, soit 30% de plus que l'année précédente. Par ailleurs, selon le GERS (Observatoire de la profession), le nombre de pharmacies diminue avec moins de 20 000 officines sur le territoire fin 2023, soit 2 000 de moins qu'il y a 10 ans. Parallèlement, l'activité du secteur est en croissance (en lien avec la demande) et les difficultés de recrutement s'accroissent.



+1,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Transports et entreposage

Après 11 trimestres de hausse d'activité, les 1 491 TPE-PME des transports et de l'entreposage de l'échantillon voient leur CA diminuer de 0,1% au 4ème trimestre 2023. Les entreprises du secteur enregistrent toutefois une hausse de +4,2% en cumulé depuis le début d'année. La baisse de la consommation des ménages pèse sur la demande de transport de marchandises dans un contexte inflationniste tendu.



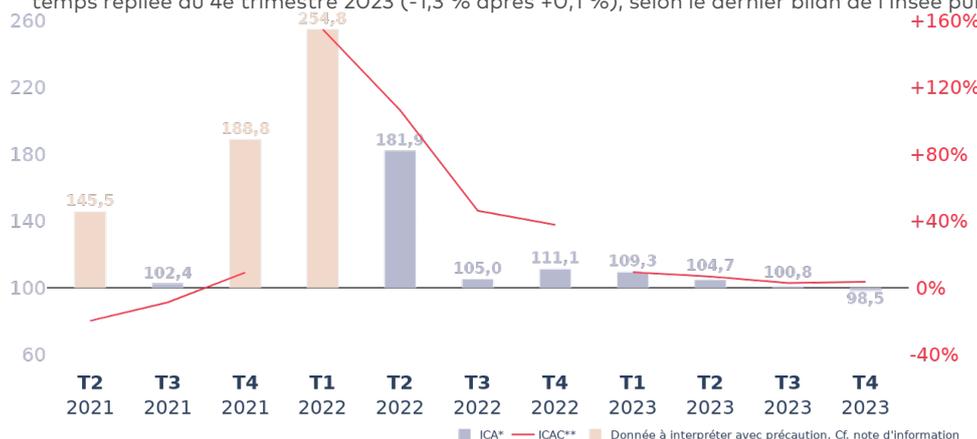
+4,2 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Hébergement et restauration

Les 5 782 structures de l'hébergement et restauration de l'échantillon enregistrent une baisse de CA de 1,5% (en valeur) au 4e trimestre 2023. En cumul depuis le début d'année, l'activité est toutefois en hausse (+3,5%). Les professionnels du secteur ont pu profiter du bilan touristique positif sur l'année lié au retour des clientèles européenne et internationale. Selon la note de conjoncture de décembre 2023 d'Atout France, à la fin novembre, les recettes du tourisme international en France atteignaient près de 59 milliards d'euros, soit une augmentation +12% par rapport à 2019. Plusieurs facteurs expliqueraient cette dynamique : le rebond confirmé des clientèles européennes, la forte croissance des clientèles d'Amérique du Nord, l'impact positif de la Coupe du monde rugby et le retour progressif des marchés asiatiques. La consommation des Français en services d'hébergement et restauration s'est dans le même temps repliée au 4e trimestre 2023 (-1,3 % après +0,1 %), selon le dernier bilan de l'Insee publié le 30 janvier 2024.



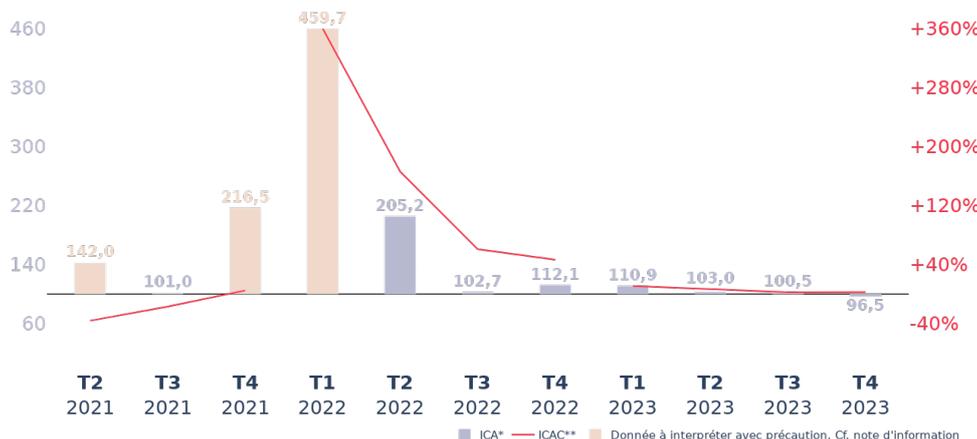
+3,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Restauration traditionnelle (5610A)

Les 2 626 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur activité se réduire de 3,5% en valeur au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022. L'Insee indique en effet que la consommation des Français en services d'hébergement et restauration s'est repliée au 4e trimestre 2023 (-1,3 %). Selon l'Institut, les prix ont augmenté de 5 à 6% en 2023, ce qui a pu décourager une partie de la clientèle ou engendrer des arbitrages. Il convient également de noter que l'effet de base jouait négativement, l'activité ayant fortement augmenté au 4e trimestre 2022 (+12,1%). En dépit de cette contreperformance du 4e trimestre, les professionnels du secteur affichent tout de même un CA en hausse en cumul sur l'ensemble de l'année, de +2,6%. Selon la note de conjoncture Altares du 4e trimestre 2023, le nombre de défaillance a progressé de plus de 45% dans la restauration par rapport à 2022.



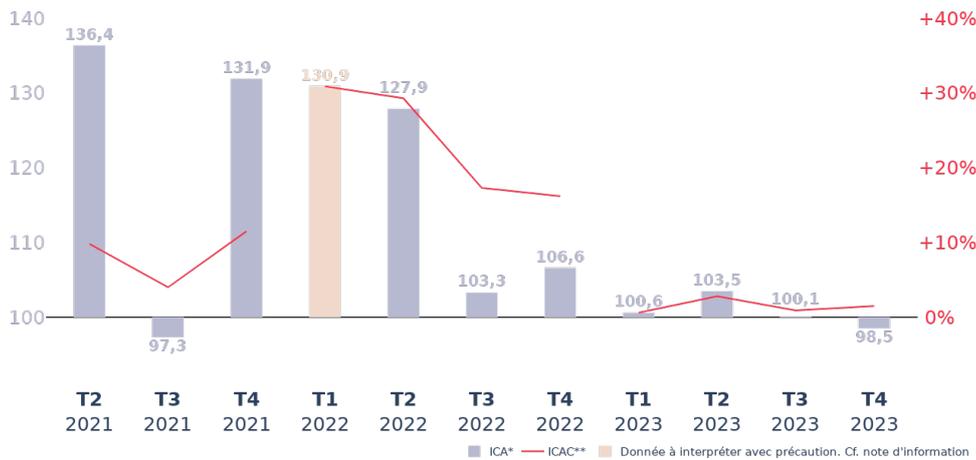
+2,6 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Restauration de type rapide (5610C)

Les 1 210 professionnels de la restauration rapide de l'échantillon voient leur CA reculer de 1,5% au 4e trimestre 2023 par rapport au 4e trimestre 2022 mais augmenter de +1,5% en cumulé depuis le début d'année. La dynamique du secteur de la restauration rapide est similaire à celle de la restauration traditionnelle. Au 4e trimestre, l'effet de base joue négativement, l'activité ayant fortement augmenté au 4e trimestre 2022 (+6,6%). Mais les ménages ont aussi réduit leurs dépenses en matière d'hébergement et de restauration sur la période, en lien avec la hausse des prix et la baisse de leur pouvoir d'achat.



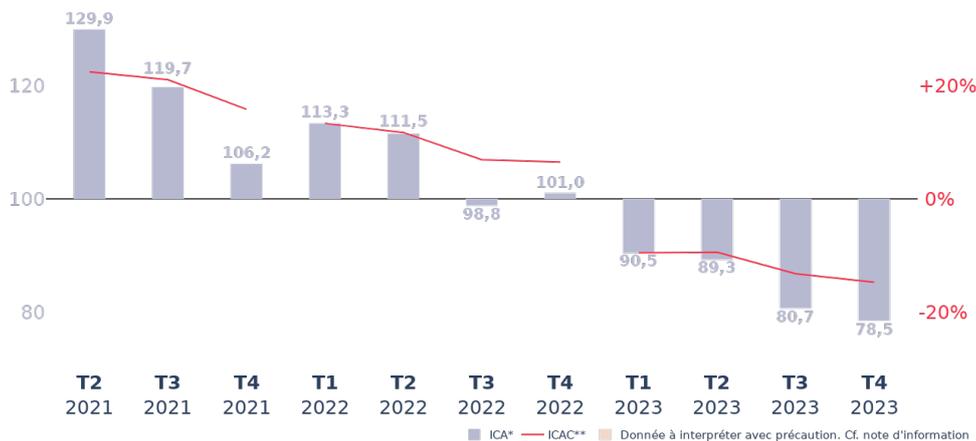
+1,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Agences immobilières (6831Z)

Les 1 268 agences immobilières de l'échantillon enregistrent une nouvelle chute d'activité au cours du 4e trimestre, -21,5% par rapport à la même période un an plus tôt. En cumul sur l'année 2023, la baisse atteint -14,7%. Selon le site Meilleurtaux, les taux d'intérêt sont passés de 1% il y a 2 ans à 3% en janvier 2023 pour finir à 4,5% en cette fin d'année. Le nombre de transactions s'est réduit de 15% entre 2023 et 2022 selon Nexity et même de 22% selon la FNAIM. Toutefois, les taux commencent à diminuer sur le début d'année 2024. De même, le mois de janvier 2024 signe une légère reprise à la hausse du prix du m² et une stabilité en février selon les indices Meilleurs-agents-Les échos. Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'agences immobilières est passé de 420 en 2022 à 910 en 2023 selon la conjoncture Altares du 4e trimestre 2023.



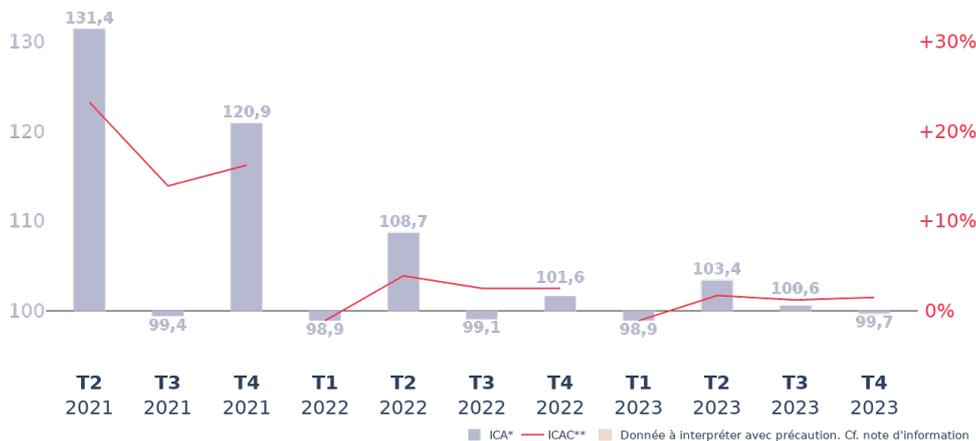
-14,7 %

de baisse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022



Coiffure (9602A)

Après deux trimestres de hausse d'activité, les 1 602 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur CA légèrement reculer de 0,3% au 4e trimestre 2023. L'activité reste en hausse de 1,5% (en valeur) en moyenne sur l'année. Les clients, depuis le COVID, l'essor du télétravail et dans un contexte inflationniste nécessitant des arbitrages budgétaires, tendent à espacer les visites et réduire les dépenses. Le contexte concurrentiel s'intensifie avec un développement des réseaux d'enseigne d'un côté, celui de la coiffure à domicile de l'autre, et au milieu les salons indépendants qui peinent à tirer leur épingle du jeu. Selon la dernière conjoncture Altares du 4e trimestre, le nombre de défaillances du secteur « coiffeurs, soins de beauté et corporels » approche les 2 000 sur l'année 2023, soit 500 de plus que l'année précédente.



+1,5 %

de hausse cumulée de CA sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.
- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 66 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.
- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.
- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.
- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.
- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
 - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
 - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.
- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :